

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 21 avril 2020

Résumé :

L'absentéisme des salariés sur les exploitations de **fruits et légumes** est en baisse depuis début avril (notamment suite à la mise en place de mesures de protection sanitaire). Cependant, l'investissement dans les équipements de protection individuelle, la baisse de productivité horaire et la hausse des coûts de transport génèrent une hausse des coûts de production (de l'ordre de 20 à 30%).

Les « **bourses d'emplois saisonniers agricoles** » se multiplient en Espagne, avec des premiers succès. L'Andalousie mobilise les autobus scolaires pour acheminer les travailleurs agricoles sur les exploitations.

L'**asperge** est toujours sinistrée.

La campagne **fruits à noyaux** démarre sous tension. La profession demande une application stricte de la loi sur la chaîne alimentaire, et des sanctions à l'encontre des opérateurs qui profitent de la situation.

Les **agrumes** continuent de profiter de la crise ; la campagne 2019/20 se terminera plus tôt que prévu.

A quelques jours du démarrage de la campagne, les producteurs d'**ail** andalous se frottent les mains.

Perspectives favorables également pour la **pomme de terre nouvelle** espagnole, la crise sanitaire ayant contribué à vider les stocks de pommes de terre françaises.

Hausse de la demande des ménages en **viande de porc** mais baisse des prix d'achat : les éleveurs espagnols s'interrogent. Tirées par la Chine et le Maghreb, les exportations restent dynamiques.

Cotations **céréales** toujours en baisse, à l'exception du blé dur.

En **vin**, la chute des ventes de janvier à avril atteint jusqu'à 35% pour certaines bodegas.

Le Portugal s'attend à une baisse générale des prix pour la plupart des **produits alimentaires** en raison du changement des modes de consommation et de l'offre excédentaire dans certaines filières.

La consommation de **poisson surgelé** reste dynamique. La Confédération espagnole de la pêche (Cepesca) demande au Gouvernement espagnol l'autorisation d'acheter des **tests Covid-19 pour ses équipages**.

ESPAGNE

Filières agricoles

• Fruits et légumes

Augmentation des coûts de production des fruits et légumes. Entre +25% et +30%, c'est la hausse des coûts de productions estimée par la Fédération des coopératives agricoles de Murcie (Fecoam). Elle attribue cette hausse à l'augmentation de l'absentéisme dans les exploitations, à la baisse de productivité horaire, à la hausse des coûts de transport et à l'investissement dans des équipements de protection du personnel. L'absentéisme est un problème important dans certaines régions comme la Murcie, où son impact dépasse même celui du manque de main d'œuvre saisonnière, selon la coopérative Proexport. Relativement élevé dans les premiers jours de l'état d'alarme (près de 10%), il est cependant en baisse depuis quelques semaines (notamment suite à la mise en place de mesures de protection dans les exploitations, et plus largement au "rodage" de tout un chacun à la nouvelle réalité de l'état d'alarme).

Début de campagne fruits à noyaux sous tension. Selon la Coordination des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs (COAG), malgré la perspective de volumes en repli d'environ 15%, les contrats ne sont pas pris en compte et, lorsqu'ils sont proposés, il n'y a pas de prix ou ceux-ci ne couvrent pas les coûts de production. Le syndicat rappelle que la loi pour l'amélioration de la chaîne alimentaire exige que, dans toute transaction commerciale, il y ait un contrat écrit d'achat et de vente détaillant un prix qui rémunère les agriculteurs au-delà des coûts de production. COAG appelle l'administration à renforcer les contrôles.

- **Agrumes**

Les agrumes continuent de profiter de la crise. La campagne agrumes se terminera plus tôt que prévu, en raison de l'augmentation significative de la demande due à la crise sanitaire et à la baisse de rendement enregistrée dans les exploitations andalouses (restrictions de mobilité des travailleurs, absentéisme, difficultés d'accès aux exploitations). Les prix restent à la hausse, en raison d'une part, du rythme de récolte ou d'entrée des fruits dans les entrepôts qui ne suit pas la dynamique de la demande, d'autre part, de l'augmentation du volume commercialisé des variétés tardives d'agrumes, dont la valeur sur le marché est plus élevée. Ainsi, au cours des premières semaines d'avril, on a constaté une augmentation de 6% des prix aux producteurs par rapport à une hausse de 3% en sortie de centre de conditionnement.

- **Ail**

Excellentes perspectives pour l'ail de Cordoue. Le président du secteur de l'ail d'Asaja (syndicat des jeunes agriculteurs), Miguel del Pino, a déclaré que la campagne, qui commencera début mai "s'annonce très bonne en volume et en qualité, grâce aux bonnes conditions météorologiques". Il a rappelé qu'il s'agit d'une culture qui ne souffre pas des effets de la sécheresse qui sévit dans la province de Cordoue (principale zone de production d'Andalousie) depuis l'année dernière, car "de nombreuses exploitations sont irriguées et la plante a besoin d'eau à des moments très précis". Il a également prédit que la récolte de Cordoue sera d'environ 30 000 tonnes cette année, soit 45,4 % de plus que pour la campagne 2019. Il a souligné la grande importance que la Chine a dans ce secteur agricole en monopolisant. La réduction des ventes chinoises (qui représentent 83% du marché mondial) due à la crise du Coronavirus dans ce pays a augmenté la demande de produits espagnols. "Les prix ont augmenté en moyenne de 50%, à 3 euros par kilo".

- **Asperges**

L'asperge toujours sinistrée. Produit primeur dont 60% de la production est destinée à la restauration, l'asperge continue de souffrir du manque de débouchés, le début de la campagne ayant en effet coïncidé avec la mise en place de l'Etat d'alerte mi-mars. De nombreux producteurs ont envisagé d'enlever le plastique de protection des cultures, tant il leur était difficile d'écouler leur production. En ce qui concerne la qualité du produit, les asperges finiront la saison avec une humidité suffisante. Cependant, les prix devraient être beaucoup plus bas que les années précédentes, entre 20 et 30% inférieurs.

- **Pomme de terre**

Débarassé des pommes de terre françaises, le marché attend l'arrivée de la pomme de terre nouvelle espagnole. La nouvelle récolte de pommes de terre commence déjà, bien qu'en quantités très insignifiantes, dans certaines régions d'Andalousie et de Murcie. Bien que la saison soit arrivée un peu tôt, les pluies abondantes de ce mois d'avril ralentissent les travaux de récolte. "Nous espérons atteindre un bon rythme de récolte début mai et nous avons déjà des volumes plus réguliers", explique Juan Manuel Coello, directeur de *Patatas Meléndez*, le plus grand producteur et distributeur de pommes de terre fraîches en Espagne. « En général, les rendements par hectare seront plus élevés que l'année dernière et il y a un peu plus de gros calibres en Andalousie. La qualité semble également bonne », ajoute-t-il. Selon le directeur de cette entreprise, "avant la crise sanitaire, nous avons prévu qu'il y aurait trop de stocks de pommes de terre françaises pour la consommation fraîche sur le marché intérieur, mais finalement il en reste peu. C'est pourquoi nous souhaitons commencer par la pomme de terre nouvelle d'Espagne et nous nous attendons à une bonne demande tant sur le marché intérieur que dans le reste de l'Europe ». Depuis que la pandémie a éclaté en Europe, les ventes de pommes de terre à la grande distribution et en ligne ont augmenté (30% supérieurs à la normale, bien que des pertes importantes soient également enregistrées en raison de l'arrêt des ventes pour la restauration).

- **Lait**

Le lait importé pointé du doigt. Asaja Asturias dénonce l'entrée en Espagne de nombreuses citernes de lait concentré à bas prix en provenance d'autres pays de l'UE qui ne peuvent pas écouler leur production excédentaire. Selon ce syndicat, ces importations faussent le marché intérieur et contribuent à dégrader le prix payé aux producteurs. Asaja Asturias – qui redoute qu'une partie de ce lait importé ne soit « hispanisée » – demande au ministère de contrôler ces citernes et de veiller à l'application de la loi sur la chaîne alimentaire. Elle demande également au ministère d'exhorter l'UE à mettre en œuvre des mesures pour contrôler le marché laitier européen.

- **Porc**

Hausse de la demande des ménages mais baisse des prix d'achat : les éleveurs s'interrogent. Sur le premier mois du confinement (mi-mars à mi-avril), la demande des ménages en viande porcine était en moyenne supérieure d'environ 30% à ses niveaux de 2019. Pourtant, dans le même temps, les prix d'achat aux producteurs ont baissé : - 6,5 cts/kg vif au marché de gros de Lérida (Catalogne), et - 5 cts/kg vif à celui de Zamora (Castille-et-Léon). Selon les éleveurs, l'argument d'une baisse causée par la chute du tourisme, en particulier intra-européen, ne tient pas dans la mesure où la même baisse de prix s'observe chez les voisins européens. Ils considèrent que la situation est davantage liée aux spéculations et à un phénomène de "psychose", qui ne correspond en rien à la réalité du marché.

Exportations porcines toujours dynamiques, en particulier vers la Chine et le Maghreb. Semaine après semaine, les volumes d'exportation de viande porcine s'améliorent. Le marché chinois est toujours très porteur, bien que la concurrence des producteurs américains soit rude. Concernant le Maghreb, le marché garde sa dynamique. Un départ de près de 47 000 porcs espagnols à destination de l'Algérie, de la Libye et de l'Arabie Saoudite est imminent depuis le port de Carthagène.

- **Fleurs**

Ruine annoncée du secteur des fleurs et plantes d'ornement. Le confinement décrété par le gouvernement pour lutter contre la propagation du coronavirus est en train de dévaster la filière espagnole des fleurs et plantes d'ornement privée d'évènements (mariages, baptêmes, communions, événements professionnels, Sant Jordi, San José, Pâques, Las Fallas, funérailles, ...). Le secteur peine à estimer l'impact économique de cette crise. Le président de l'Association espagnole des fleuristes (AEFI) estime que les pertes représentent déjà environ 40% du chiffre d'affaires annuel de l'ensemble du commerce de fleurs et de plantes – sans compter les producteurs – qui s'élèverait à environ 1 Md€ par an. En plus d'être profondément saisonnier, ce secteur est particulièrement pénalisé car il est très atomisé (6 424 petites entreprises familiales). La grande majorité de ses 21 351 salariés (selon les données de la sécurité sociale de juin 2019) sont en attente de chômage partiel, les 16 467 indépendants au bord de la faillite technique, et d'autres – principalement des saisonniers pour la cueillette – sont directement licenciés.

- **Céréales**

Cotations toujours en baisse, à l'exception du blé dur, sur les marchés de gros pendant la semaine 16 (13-17 avril). Le prix du blé tendre était de 204,82 euros/tonne (-1,00 % par rapport à la semaine précédente), tandis que le maïs était de 184,50 euros/tonne (-0,94 %) et l'orge de 178,82 (-1,86 %). Une baisse générale, à l'exception du blé dur, seule céréale dont le prix augmenté atteignant une moyenne de 272,50 euros/tonne, soit une hausse de 1,23% par rapport à la semaine précédente. Selon l'Association du commerce des céréales et des oléagineux d'Espagne (Accoe), cette tendance baissière serait due à un double phénomène : les opérateurs auraient constitué des stocks en prévision d'une forte demande de matières premières pendant les premiers jours de l'état d'alerte, d'une part, et certaines filières d'élevage aurait moins consommé d'aliments du bétail suite à la baisse des ventes d'autre part.

- **Vins**

Les ventes des bodegas chutent de 35% au cours des 4 premiers mois de l'année. Selon une consultation menée par la Fédération espagnole du vin auprès de ses membres concernant l'impact de la crise provoquée par le coronavirus sur les caves espagnoles, tous ont déclaré être touchés par la situation actuelle et seuls 4% considèrent qu'ils sont "peu" touchés, contre 96% qui déclarent être "beaucoup", "gravement" ou "très gravement" touchés. Par leur taille, les grandes entreprises, qui disposent de canaux de vente plus diversifiés, sont un peu moins impactées, mais toutes s'attendent à de graves dommages pour leurs activités, prévoyant une baisse de leur chiffre d'affaires de janvier à avril de près de 35%. L'augmentation des ventes dans les canaux de distribution ne compense donc pas la perte de la restauration hors domicile, et la prolongation du confinement pourrait conduire nombre d'entre elles à une situation critique.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Propositions syndicales pour une modification du projet de réforme de la loi sur la chaîne alimentaire.

La confédération syndicale agricole *Union de Uniones* salue l'initiative de réflexion sur la chaîne de valeur alimentaire, mais considère que le texte actuel ne va pas assez loin, en particulier dans le contexte actuel de crise sanitaire. Elle a donc transmis ses propositions aux différents groupes parlementaires nationaux. Parmi celles-ci, on trouve notamment la nécessité de renforcer les moyens de l'AICA (Agence d'information et de contrôles alimentaires), l'orientation prioritaire des paiements directs de la PAC aux agriculteurs qui retirent plus de 25% de leurs revenus de l'activité agricole, et une révision des modalités du dialogue syndical permettant une meilleure représentativité.

Les syndicats demandent une application stricte de la loi sur la chaîne alimentaire, et des sanctions à l'encontre des opérateurs qui profitent de la situation.

Lors d'une rencontre organisée le 20 avril avec le Ministre de l'Agriculture, Luis Planas, les principales organisations syndicales espagnoles (Asaja, UPA et COAG) ont dénoncé les pratiques commerciales illégales de pression sur les prix d'achat aux producteurs afin de les fixer à des niveaux inférieurs à ceux requis par la loi sur la chaîne alimentaire. Dans certains cas, les prix ne sont même pas fixés au moment de la vente, ce qui est également une pratique illégale.

Le laboratoire vétérinaire de Castille-et-Léon est officiellement autorisé à effectuer des tests de diagnostic du Covid-19.

Afin que les vétérinaires puissent venir prêter main forte en santé humaine, et dans la mesure où ils disposent du matériel nécessaire, les autorités sanitaires de Castille-et-Léon ont officiellement habilité le laboratoire régional de santé animale à conduire des tests diagnostiques du Covid-19 par PCR, en coordination avec les hôpitaux régionaux.

Une reprise du contrôle des populations de faune sauvage jugée “indispensable” par plusieurs organisations et spécialistes du milieu rural. Ces derniers viennent de transmettre une pétition au ministère de l'Agriculture, afin d'appuyer cette position et dénoncer la “profonde méconnaissance du monde rural” des associations écologistes qui militent contre ce rétablissement encadré de la chasse (et qui ont également interpellé le Gouvernement à ce sujet). On trouve parmi les nombreux signataires des syndicats d'agriculteurs de rang national (Asaja, UPA, ...), des associations et fédérations de producteurs, le Collège des ingénieurs forestiers, ainsi que plusieurs universitaires, et bien évidemment les fédérations de chasseurs. Pour rappel, des instructions ont été données aux Communautés autonomes pour rétablir les contrôles de population de faune sauvage, notamment les sangliers. C'est déjà chose faite pour plusieurs d'entre elles (Communauté de Valence, Andalousie, Aragon, et plus récemment la Rioja et l'Estrémadure).

L'épidémie contribue au ralentissement du marché des échanges de droits aux paiements de base de la PAC, et donc à la revente de terres agricoles. Déjà ralentis par la crise agricole latente (liée principalement aux problématiques de prix et de sentiment de manque de considération de la profession), les volumes d'échanges de droits aux paiements de base PAC (et donc par extension les cessions de terres agricoles) sont également réduits par l'épidémie en cours, selon MercadosPac (entreprise justement en charge de faciliter ces transactions).

La grande distribution espagnole continue de défendre son plan de soutien aux entreprises, face à des mesures gouvernementales qu'elle juge insuffisantes en comparaison avec les voisins européens. L'Association nationale des grandes entreprises de distribution (ANGED), qui regroupe notamment Auchan, Carrefour, Eroski ou Mediamarket, appelle à un renforcement des mesures d'allègement fiscal et de soutien financier. Elle regrette que les mesures d'apport de liquidités aux entreprises ne représentent que 11% du PIB national annuel, contre 60% en Allemagne, 23% en France et 20% en Italie, et que ses aides se concentrent par trop sur les PME en négligeant les grands groupes. Elle insiste par ailleurs sur le rôle clé de pourvoyeur massif d'emploi et d'activité qu'assurent pourtant ces derniers, en direct et en indirect via les fournisseurs, d'où la nécessité de les soutenir eux aussi massivement afin de soutenir l'ensemble du tissu économique. L'association demande donc, entre autres, une exonération de taxe sur les grands établissements commerciaux, une réduction de taux et des délais supplémentaires pour les autres impôts, et un report des cotisations sociales (déjà accordé aux PME).

Distribution

Mercadona lance avec plusieurs semaines d'avance son service de commande en ligne avec livraison à domicile dans la Communauté de Madrid, pour profiter du développement fulgurant de ce canal. Le leader de la grande distribution espagnole a décidé d'avancer l'ouverture de son service on-line (initialement prévue en juin-juillet), afin de pouvoir capitaliser la croissance rapide du canal du e-commerce alimentaire, et se faire une place dans un paysage pour l'instant bien occupé par les concurrents, et préparer ainsi l'après-crise. Ce service existait déjà à Valence et à Barcelone, mais il a dû être suspendu récemment suite à l'afflux trop important de demande et à l'impossibilité d'y répondre. Ce service sera pour l'instant uniquement disponible dans certains quartiers madrilènes (Salamanca, Retiro et Méndez Álvaro), avec cependant un objectif affiché d'élargissement à la ville toute entière dès que possible.

Farine et levure, particulièrement demandées par les ménages. Les ménages espagnols confinés cuisinent et s'adonnent à la pâtisserie bien plus qu'en temps normal, multipliant ainsi par 2 la demande de farine et par trois celle de levure. Toutefois, si cette hausse de la consommation est une aubaine pour le secteur de la levure – qui, malgré une augmentation de sa production, ne peut toujours pas répondre pleinement à la demande – le secteur de la farine est différent car il est orienté vers la vente aux gros clients, qui ont presque disparu. Le succès en GMS de la farine conditionnée pour la consommation domestique (qui ne représente moins de 3% de la production totale de farine) ne suffit pas, loin s'en faut, à maintenir le chiffre d'affaires, qui a chuté de 15 à 30% selon les entreprises.

Le Gouvernement favorise les produits espagnols dans les rayons par rapport aux importations de pays tiers. Le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Luis Planas, s'est réuni à distance le 20 avril avec les principales organisations professionnelles agricoles du pays (Asaja, COAG, UPA, Cooperativas Agroalimentarias, Unión de Uniones) pour évoquer les mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour soutenir les secteurs les plus touchés par la crise du coronavirus. A l'issue de cette rencontre, le secrétaire général de la COAG a avancé que le ministre s'était engagé à « favoriser les produits espagnols dans les rayons par rapport à ceux importés de pays tiers ».

Les ventes en ligne de fruits et légumes d'Almeria s'envolent pendant le confinement. Le confinement et les restrictions de déplacement stimulent le commerce en ligne de denrées alimentaires, y compris de fruits et de légumes. Les producteurs et négociants de fruits et légumes de la province d'Almeria, qui ont misé sur le e-commerce pour leurs produits, enregistrent une forte augmentation du volume des expéditions depuis le confinement. Certains d'entre eux, comme le groupe Unica, ont multiplié par dix leurs expéditions hebdomadaires au cours du mois dernier. De même, les commandes dans la boutique en ligne de l'ACMS (tomatecasi.online) ont augmenté de 150% pendant cette période. Chez Biosabor, une autre entreprise leader sur ce segment, les ventes via sa page web ont augmenté de 50%.

Les ventes de la grande distribution ont augmenté de 20% pour Pâques par rapport à l'année précédente. Un rapport de Nielsen montre que l'augmentation des ventes serait de 20% au cours de la quatrième semaine de confinement (6-12 avril), atteignant 1,521 Md€, par rapport à la Semaine de Pâques de l'année dernière. En ce qui concerne les produits les plus demandés, on note une croissance remarquable des pâtisseries (+64 %), davantage de bières, de vin et de snacks, avec des augmentations de plus de 40% dans chacun des trois cas. À Pâques, on a également constaté que les visites dans les établissements alimentaires avaient diminué de 24%, mais pour un ticket de caisse moyen beaucoup plus élevé, d'environ 59%. Les ventes en ligne ont atteint un nouveau record, avec une augmentation de 98% par rapport à la même période l'année dernière.

Le syndicat UGT alerte sur les conditions de travail des livreurs de Glovo, Deliveroo et UberEats. L'UGT a sommé ces plateformes de ne pas profiter de l'état d'alerte pour modifier les conditions de travail, tout en appelant le Gouvernement à agir en faveur des travailleurs, "dont beaucoup sont des migrants qui travaillent 70 heures par semaine pour payer leur loyer". Le syndicat appellera à une grève nationale si des mesures préventives pour assurer la santé de leurs livreurs ne sont pas prises.

83% des consommateurs ont remarqué des hausses de prix pendant l'état d'alerte. C'est ce que révèle une enquête réalisée par l'association de consommateurs FACUA-Consumidores en Accion, à travers son compte Twitter, à laquelle ont participé plus de 10 000 personnes. Seulement 17,2% des participants n'ont pas constaté d'augmentation des prix. 15,4% considèrent que ces augmentations concernent seulement quelques produits. Alors que pour 48,2% des participants, ces augmentations de prix ont touché la majorité des produits.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Les besoins en main d'œuvre agricole seront couverts dans la région d'Almeria. La coopérative Coexphal, qui représente à elle seule près de 80% de la production maraîchère locale, assure que la région ne manquera pas de main d'œuvre pour les campagnes de récolte à venir, dans la mesure où les travailleurs saisonniers habituels vivent en grande majorité dans les environs : "Nos agriculteurs ont toujours été soucieux d'avoir une main-d'œuvre aussi stable que possible, installée dans la région et engagée envers elle".

Les syndicats continuent de demander plus de mobilité pour les travailleurs agricoles. Lors d'une rencontre organisée le 20 avril avec le Ministre de l'Agriculture, Luis Planas, les principales organisations syndicales espagnoles (Asaja, UPA et COAG) ont demandé un renforcement du soutien des services publics en charge de l'emploi, et un élargissement, "avec toutes les précautions qui s'imposent", de la mobilité pour les travailleurs saisonniers agricoles.

Ciudadanos demande des mesures plus ambitieuses pour répondre au manque de main d'œuvre en Andalousie. La députée du parti libéral *Ciudadanos* María del Carmen Martínez a annoncé qu'elle interpellera prochainement le Gouvernement sur le sujet de la main d'œuvre agricole en Andalousie, région de production maraîchère massive qui repose habituellement sur une main d'œuvre étrangère, dont les déplacements ne sont pas autorisés par le décret-loi Royal 13/20202 du 7 avril. La députée estime qu'une levée temporaire des barrières frontalières pour ces travailleurs s'inscrirait parfaitement dans le périmètre des recommandations de l'Union européenne. Elle dénonce la "passivité" du Gouvernement sur cette question, et indique par ailleurs que l'Andalousie a déjà débloqué 2,3 M€ à destination des collectivités qui concentrent une majeure partie de cette main d'œuvre immigrée, parfois en situation illégale de résidence, et donc dans des conditions très précaires.

En Andalousie, 24 lignes provisoires de transport gratuit en autobus seront progressivement mises en place pour acheminer les travailleurs agricoles aux champs. Ces lignes proviennent de la réaffectation des véhicules dédiés au transport scolaire. 3 sont déjà en fonctionnement dans les provinces d'Almería et de Grenade. 3 autres lignes seront ouvertes cette semaine (aux alentours de Huelva, de Séville, et de nouveau à Almería). Les lignes restantes suivront, en fonction des calendriers de récolte.

Les producteurs d'ail s'appuient sur les élus locaux pour recruter de la main d'œuvre agricole. Le syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja) de Cordoue s'est en effet associé au député local afin de décupler son appel à candidature pour la récolte imminente de l'ail. Une plateforme en ligne a été lancée, et le député l'a relayée à ses contacts dans les municipalités de la région pour capter un maximum de candidatures. Les besoins sont estimés à 2 000 travailleurs d'ici à fin juin.

Multiplication des "bourses d'emplois agricoles" pour mettre en relation employeurs et candidats, avec des premiers succès. Après le lancement début avril par le syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja) de sa bourse associée à un SIG, c'est au tour du syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) de proposer la sienne. Des initiatives de ce type fleurissent également à l'échelle régionale, avec un premier bilan qui semble positif. L'association des coopératives de producteurs d'Estrémadure indique par exemple qu'elle a réussi à couvrir tous les besoins en main d'œuvre pour la récolte de cette année, grâce à sa propre plateforme lancée à l'échelle régionale.

Le transport comme facteur limitant : pénurie de camionnettes chez les loueurs et augmentation des coûts d'exploitation face à la limitation de capacité maximale des véhicules. Imposer une capacité maximale d'occupation des camionnettes a eu pour effet mécanique d'augmenter fortement la demande auprès des loueurs, puisque davantage de véhicules sont nécessaires pour transporter un même nombre de personnes. Cette hausse se traduit par une pénurie chez certains loueurs, qui n'ont plus aucun véhicule disponible. La location de ces véhicules supplémentaires représente par ailleurs un coût important, bien que les loueurs assurent que leurs prix pour les locations longues durées restent identiques (35 à 40€ la journée). Ces coûts sont parfois assurés par les centrales d'achat, pour alléger la pression sur les producteurs. Certains producteurs et loueurs demandent que le seuil de capacité maximale soit rehaussé à 6 pour les véhicules 9 places, soit 2 personnes par rangée.

Actions de solidarité

Mahou fera don d'eau et de bière à ses clients de l'hôtellerie-restauration afin qu'ils puissent redémarrer leur activité à moindre coût. Le groupe *Mahou San Miguel* a annoncé qu'il soutiendra ses clients de l'hôtellerie et de la restauration touchés par le Covid-19 par des dons de bière et d'eau, ce qui devrait représenter un montant de plus de 75 M€ pour les établissements bénéficiaires, une fois que l'état d'alerte sera levé. Avec cette initiative, le brasseur espagnol "veut contribuer à atténuer l'impact économique que les mesures visant à endiguer la pandémie ont provoqué sur les bars et les restaurants, en leur fournissant des marchandises afin qu'ils puissent redémarrer leur activité à moindre coût".

Secteur Forêt-bois

Garantie de fonctionnement de la filière forêt-bois au Pays Basque pour l'approvisionnement en combustibles issues de biomasse des hôpitaux et maisons de retraite. L'association des professionnels de la filière forêt-bois au Pays Basque (*Baskegur*) assure en effet l'approvisionnement en copeaux et en granulés des structures de soins et d'hébergement des plus vulnérables. Dans la mesure où ces combustibles sont issus de la valorisation de sous-produits de scieries, il est nécessaire que la chaîne de production dans son ensemble maintienne son fonctionnement : des travaux forestiers et d'abattage aux industries de transformation primaire et secondaire, en passant bien sûr par le transport. Les professionnels rejoignent par ailleurs les critiques de leurs collègues des quatre coins du pays à l'encontre du ministère de la Transition écologique et du développement démographique pour ne pas avoir précisé officiellement, dans le cadre de l'état d'alerte, le caractère "indispensable" de la filière forêt-bois.

Pêche maritime et aquaculture

Cepesca demande au Gouvernement l'autorisation d'acheter des tests Covid-19 pour ses équipages La Confédération espagnole de la pêche (Cepesca, représentant 95% de la pêche hauturière de ce pays) a demandé au Gouvernement l'autorisation officielle d'acquiescer directement des tests de détection du Coronavirus pour ses équipages, compte tenu des difficultés qu'éprouve l'exécutif à fournir les différents secteurs touchés par cette pandémie. Cela permettrait à la filière pêche d'effectuer des contrôles sérologiques, à la fois avant l'embarquement, mais aussi en cas d'infection éventuelle lors de la navigation.

La consommation de poisson surgelé toujours en hausse. Selon les dernières statistiques du ministère de l'Agriculture et de la pêche, la consommation de poisson congelé du 6 au 12 avril a enregistré une augmentation de +12% par rapport à la semaine précédente et de +79% par rapport à la même semaine de l'année 2019. Les ventes de poisson frais enregistrent de leur côté une baisse de -13,4% par rapport à la semaine précédente.

L'Espagne espère envoyer dans les prochaines semaines à Bruxelles, sa proposition de distribution des aides financières pour soutenir le secteur de la pêche. La Secrétaire générale des pêches s'est engagée, lors d'une visio-conférence le 21 avril avec les conseillers régionaux à la pêche des 17 Communautés autonomes, à envoyer très prochainement un projet de répartition des aides financières et de réforme du Programme opérationnel du FEAMP destiné à amortir l'impact de la crise du Covid-19 sur le secteur espagnol de la pêche.

PORTUGAL

Circulation des marchandises et des personnes

Le ferroviaire plus sûr que la route face au Coronavirus. La société considère que l'option ferroviaire est plus sécurisée que la voie routière, notamment pour les liaisons entre le Portugal et l'Espagne, et présente d'autres avantages, notamment en termes de volume transporté. Un recours accru au ferroviaire permettrait de réduire les temps de transport et réduirait considérablement les risques de contagion par le Coronavirus.

Filières agricoles

Livraison de bières à domicile. La société *Central de Cervejas* a conclu un accord avec la plateforme *Uber Eats*. Les marques gérées par la société, filiale d'Heineken (notamment Sagres, Heineken, Bohemia, Guinness, Lagunitas et Bandida do Pomar), sont désormais disponibles sur Uber Eats pour être livrées aux clients de la plateforme.

Distribution

Selon la ministre de l'Agriculture, la plupart des produits alimentaires devraient enregistrer une baisse des prix. Une baisse générale des prix est attendue pour la plupart des produits alimentaires en raison du changement des modes de consommation et de l'excédent d'offre actuel, lié notamment à la fermeture des restaurants, hôtels et cafés. La ministre a par ailleurs souligné que le secteur agroalimentaire portugais faisait preuve de résilience et de réactivité, en grande partie grâce au marché intérieur et au fait que le Portugal bénéficie de la Politique agricole commune (PAC).

La confédération du Commerce et des Services du Portugal demande à l'UE des mesures pour sauver l'économie. La confédération défend la création d'un programme communautaire de récupération de l'économie européenne, avec la restructuration et le renforcement financier des grands piliers du budget communautaire pour 2021-27.

La campagne de Pâques de Continente et Pingo Doce prolongée jusqu'au 26 avril. La campagne de Pâques des enseignes Continente et Pingo Doce s'étendra jusqu'au 26 avril, avec les marques portugaises de chocolat Arcádia, Avianense, Binómio, Casa Grande, Ferbar, Imperial et Vieira de Castro. Le prolongement de la campagne s'insère dans une campagne solidaire « partagez du chocolat et aider le système de santé ».

Actions de solidarité

Le secteur des bières met à disposition plus de 700 000 litres de désinfectant. Le projet a démarré avec une entreprise de bière artisanale, et rapidement 60 brasseries se sont associées au projet.

Nestlé Portugal offre 130 000 équipements de protection individuelle à la Croix-Rouge. D'une valeur totale de 100 000 €, ces équipements sont destinés à environ 500 professionnels de santé.

Secteur Forêt-bois

Le Gouvernement portugais rappelle que l'entretien des forêts reste obligatoire. Après avoir été prolongée suite de l'état d'urgence, la période pour l'entretien des forêts se terminera le 30 avril. Le ministre de l'Environnement et de l'Action pour le Climat, M. Matos Fernandes, a rappelé l'importance de préparer le pays pour l'été et de respecter toutes les obligations permettant de réduire les risques d'incendie. On notera cependant que les fortes précipitations enregistrées en mars et avril au Portugal devraient permettre de réduire significativement les situations de sécheresse, par rapport à la même période de l'année 2019. Aucune région du Portugal n'était en situation de sécheresse extrême fin mars.

Pêche maritime et aquaculture

Les pêcheurs d'Aveiro (région centre) demandent l'autorisation de pêcher le week-end. Le ministère de la Mer a décidé de suspendre la pêche pendant le week-end, entre le 10 avril et le 31 mai, pour réduire l'excédent d'offre et préserver la sécurité sanitaire des pêcheurs. L'Association des pêcheries artisanales de la région d'Aveiro (APARA) a demandé au Gouvernement d'autoriser les embarcations de pêche à reprendre le travail le week-end, affirmant que le prix du poisson était revenu à la normale.